

Rapport annuel
2010-2011

BUREAU DU
COMMISSAIRE
À L'INTÉGRITÉ
DE L'ONTARIO

Favoriser
une culture
d'intégrité

Legislative
Assembly
of Ontario



Assemblée
législative
de l'Ontario

Office of the Integrity Commissioner
Lynn Morrison, Commissioner

Bureau du commissaire à l'intégrité
Lynn Morrison, Commissaire

Juin 2011

L'honorable Steve Peters
PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DE L'ONTARIO

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous présenter le Rapport annuel du Bureau du commissaire à l'intégrité pour la période allant du 1er avril 2010 au 31 mars 2011.

Je vous prie d'agrérer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Lynn Morrison
COMMISSAIRE À L'INTÉGRITÉ

Rapport annuel du Bureau du commissaire à l'intégrité

2010 / 2011

Introduction

L'éthique et l'intégrité sont indispensables à la confiance du public envers le gouvernement. Impartial, le Bureau du commissaire à l'intégrité mise sur un bon leadership pour favoriser une culture de l'éthique.

Il œuvre à la conciliation des intérêts personnels et des devoirs publics, renforçant la confiance et le respect envers l'Assemblée législative et la fonction publique de l'Ontario.

Table des matières

Lettre au président de l'Assemblée législative	
La page précédente	
Message de la commissaire	3
Intégrité des députés	7
Personnel des cabinets des ministres – Respect de l'éthique	15
Examen des dépenses	21
Divulgation d'actes répréhensibles	25
Enregistrement des lobbyistes	33
Liaison et état financier	39

Favoriser
une culture
d'intégrité



Message de la commissaire



Lynn Morrison / Commissaire à l'intégrité

Le Bureau du commissaire à l'intégrité a connu une année pleine de défis et de changements. Quoique variés, les mandats sous ma responsabilité sont liés par des thèmes communs qui me semblent essentiels pour promouvoir la confiance du public dans le gouvernement : la transparence, le bon sens et l'éducation. Notre Bureau est fier d'avoir une relation consultative ouverte avec ses nombreux intervenants, et il utilise une approche efficace et réfléchie pour bien faire son travail.

Nous avons été occupés. D'importantes modifications législatives, d'abord à la *Loi de 1994 sur l'intégrité des députés* puis à la *Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes*, ont été apportées à deux mandats clés du Bureau. Entre-temps, nous avons continué de fonctionner comme d'habitude, dans un contexte où le volume de travail et sa complexité ne cessent de croître.

INTÉGRITÉ DES DÉPUTÉS

La *Loi de 1994 sur l'intégrité des députés* a été modifiée en septembre, après sept ans d'efforts pour actualiser et clarifier les obligations et exigences en vertu de la Loi, et pour combler les lacunes dans la mise en œuvre de la Loi. Les changements étaient axés sur certains points, dont l'acceptation de dons, la diffusion des avis de la commissaire et l'élargissement de ses pouvoirs discrétionnaires dans l'examen du statut professionnel d'un député. Lorsqu'un député doit créer une fiducie devant détenir ses investissements ou actifs commerciaux pour la durée de son mandat dans la fonction publique, la Loi permet maintenant le remboursement de ces coûts.

Je suis reconnaissante aux députés d'avoir pris le temps d'étudier et d'approuver ces modifications longtemps attendues, et d'avoir participé à nos réunions annuelles de l'automne pour examiner les modifications et leur impact sur la situation particulière de chacun d'eux.

Des changements
clés ont été
apportés à la
Loi sur l'intégrité
des députés.

ENREGISTREMENT DES LOBBYISTES

Je fais fonction de registraire des lobbyistes pour la province de l'Ontario depuis l'établissement du rôle en 1999. Forte de plus de dix ans d'expérience, je crois que le moment est venu de faire le point sur où nous en sommes et où nous devrions être.

Je continue de travailler, dans les limites de la législation, à accroître la transparence en réponse aux attentes du public, qui demande une plus grande reddition de comptes sur les activités de lobbying.

L'an dernier, j'ai continué d'exiger des descriptions plus détaillées des activités de lobbying sur les formulaires d'enregistrement, offert des séances de formation à Toronto et Ottawa, rediffusé nos Bulletins d'interprétation et clarifié les politiques et procédures pour que les lobbyistes puissent obtenir des conseils sur les exigences en matière d'enregistrement.

Je prévois d'aller encore plus loin dans l'année qui vient. Pour la première fois, je recommanderai l'examen et la mise à jour de la Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes. Nous avons la chance de pouvoir tirer parti des leçons apprises par nos homologues provinciaux et fédéraux, qui ont eu l'occasion de se familiariser avec certaines nouvelles fonctions des systèmes modernes d'enregistrement et de réglementation des lobbyistes.

Nous devons notamment déterminer s'il devrait y avoir un code de conduite pour les lobbyistes, et si la Loi devrait me conférer des pouvoirs d'enquête. D'autres points à examiner sont la nature et la portée de l'information à divulguer dans le registre, les seuils applicables à l'enregistrement des lobbyistes salariés, ainsi que les sanctions administratives ou autres outils visant à encourager la conformité et à faire connaître le registre.

Je crois que le moment est venu d'envisager un examen de la Loi, notamment parce que des modifications fondées sur le bon sens aideront à faire respecter deux principes importants : la transparence et la légitimité des activités de lobbying. En l'absence de changements, la transparence est menacée. Cette situation ne peut pas continuer. Elle n'est

avantageuse ni pour le gouvernement, ni pour les lobbyistes, ni en fin de compte pour la population de l'Ontario.

Je vais demander un examen réfléchi et constructif. Bien qu'une modernisation de la Loi soit nécessaire, de nombreux éléments de notre système fonctionnent bien et je crois que tout examen doit respecter les bonnes pratiques et procédures sur lesquelles les lobbyistes de l'Ontario ont appris à compter.

EXAMEN DES DÉPENSES

Notre nouveau mandat est entré pleinement en vigueur cette année avec l'embauche de deux employés pour examiner les dépenses des cadres supérieurs de 22 organismes, commissions et conseils provinciaux. Ces examens rigoureux prennent du temps et comportent un solide élément d'éducation, car toutes les parties doivent apprendre à reconnaître ce qui est permis et ce qui ne l'est pas. Je suis satisfaite de la collaboration reçue des organismes, conseils et commissions.

Cette année, j'ai aussi pris des mesures pour éclairer la lanterne des ministres, des adjointes et adjoints parlementaires, des chefs des partis de l'opposition et de leur personnel politique. La loi stipule que leurs dépenses doivent « être modestes et constituer un usage judicieux des fonds publics ». Cependant, en l'absence de montant précis pour les frais de repas, j'ai demandé à mon Bureau d'examiner les dépenses à la lumière de la Directive sur les frais de déplacement, de repas et d'accueil du gouvernement. Je suis heureuse de rapporter qu'aucune des parties n'a hésité à accepter ce changement.

DIVULGATION D'ACTES RÉPRÉHENSIBLES

Depuis 2007, nous avons renvoyé 19 allégations d'actes répréhensibles aux fins d'enquête. Cette année, nous avons conclu notre première enquête indépendante. Contrairement à ce qui se passe dans d'autres administrations canadiennes, en tant que commissaire à l'intégrité, je peux ouvrir ma propre enquête seulement si je ne suis pas satisfaite des conclusions d'une enquête qu'un cadre du gouvernement

a menée sur mes ordres. Si mon enquête n'a pas mis au jour des actes répréhensibles au sens de la Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario, elle m'a néanmoins permis de cerner d'importants problèmes à corriger dans un secteur de programme. Le ministère ou l'organisme concerné a accepté toutes mes recommandations.

Tout mon travail dans ce domaine m'a amenée à faire une observation importante : c'est aux gestionnaires de la fonction publique qu'il incombe de veiller à ce que leur personnel se sente suffisamment en confiance pour soulever ses grandes préoccupations à l'interne. Les ministères et organismes gouvernementaux sont de grandes organisations, et les fonctionnaires ont souvent tendance à se sentir isolés du centre et donc à douter que les hauts fonctionnaires prendront leurs préoccupations au sérieux ou leur accorderont la priorité qui leur revient.

Je continue d'encourager les cadres de la fonction publique à communiquer avec les membres de leur personnel et à trouver des moyens de les engager à tous les niveaux. Ce sont les fonctionnaires « dans les tranchées » qui ont la meilleure information disponible pour aider à détecter les problèmes dès le début. N'attendez pas qu'ils s'adressent à mon Bureau — réglez le problème le plus tôt possible.

Le niveau de confidentialité requis par la Loi me donne du fil à retordre. Je reconnaissais que les enquêtes de ce genre doivent être menées en confidence, mais j'ai aussi remarqué que la discréetion qui entoure les enquêtes donne lieu à des conjectures au lieu de fournir des renseignements, et je crains que ces conjectures n'aient un effet nuisible sur les lieux de travail touchés par les renvois et les enquêtes. Je me penche sérieusement sur la question et je serai prête à faire des recommandations lorsque viendra le temps de réexaminer la loi en 2012.

OPÉRATIONS

Dans un souci de transparence accrue, j'ai décidé que mon Bureau devrait afficher en ligne les frais de déplacement, de repas et d'accueil pour l'équipe de la haute direction. Cette information est accessible sur notre site Web.

Vu la diversité des mandats et l'augmentation des effectifs au cours des deux dernières années, nous avons entamé un examen des processus et politiques internes du Bureau afin de les mettre à jour. Le plus grand projet entrepris jusqu'ici est une évaluation de l'infrastructure de TI dans le but d'élaborer un plan stratégique qui répondrait à nos besoins pour les dix prochaines années. Ce plan, dont la mise en œuvre devrait prendre plusieurs années, est censé jeter les bases du développement d'un site Web robuste et actif, en plus d'offrir d'autres fonctionnalités à l'appui des opérations internes telles que les services en ligne et la tenue des dossiers.

Cette année, le Bureau a été l'hôte de la réunion annuelle du Réseau canadien des commissaires aux conflits d'intérêts. Cette réunion d'une journée à l'Assemblée législative rassemblait des responsables provinciaux et fédéraux de l'éthique pour un débat animé et informatif sur les développements survenus dans ce domaine sur leurs territoires respectifs.

En tant que registraire des lobbyistes, j'ai également assisté à des réunions avec mes homologues fédéral et provinciaux. La réunion annuelle des registraires de lobbyistes s'est tenue à St. John's (Terre Neuve-et-Labrador) en septembre. Étant donné la complexité croissante des enjeux, une deuxième réunion a eu lieu à Ottawa en février, où les discussions portaient sur les points forts et les points faibles de la législation dans chaque administration.

Le printemps dernier, j'ai eu l'honneur d'être nommée commissaire à l'intégrité par les membres de l'Assemblée législative, après avoir passé près de trois ans dans ce poste à titre intérimaire. Je travaille pour le Bureau depuis sa création, et j'assume ces responsabilités avec un grand respect pour l'institution.

Enfin, je voudrais remercier les membres de mon personnel qui, grâce à leur travail acharné, leur enthousiasme et leur dévouement, ont aidé à accroître la confiance du public dans le gouvernement.

In memoriam

Sur une note personnelle, je tiens à souligner le décès du premier commissaire à l'intégrité de l'Ontario, l'honorable Gregory T. Evans, un ami et mentor qui a occupé le poste de 1988 à 1997. Réputé pour son bon sens et son entregent, il voulait réellement faire en sorte que les élus provinciaux aient toujours quelqu'un à consulter en confidence. Il aimait dire que les députés ne devraient jamais penser qu'ils ont toutes les réponses, mais qu'ils devraient savoir quand poser les bonnes questions.

Il était motivé par des principes simples, dont le plus important consistait à accepter les faits et à défendre ses convictions. Son calme, sa gentillesse et sa façon pragmatique de donner des conseils lui ont valu le respect des membres de tous les partis. Son influence s'étendait d'ailleurs en dehors des frontières de l'Ontario, car ses pairs des autres provinces le tenaient en haute estime pour avoir aidé à façonner les lois canadiennes en matière d'éthique. Son travail aposé le Bureau du commissaire à l'intégrité sur des bases solides, et nous sommes encore guidés par ses principes.

Intégrité des députés

*La commissaire à l'intégrité
conseille les députés sur les conflits d'intérêts
et le comportement éthique.*

INTÉGRITÉ

Mandat

La commissaire à l'intégrité a trois grandes responsabilités en vertu de la *Loi de 1994 sur l'intégrité des députés* :

1 répondre aux questions des députés et leur donner des conseils confidentiels sur les questions d'éthique;

2 surveiller les états de divulgation restreinte annuels, rencontrer chaque député pour discuter de l'information et déposer une version publique de ce matériel auprès du greffe de l'Assemblée législative;

3 faire enquête sur les infractions à la Loi qui, selon un député, auraient été commises par un autre député.

Des normes éthiques élevées renforcent la confiance dans le gouvernement de l'Ontario.

Aperçu

La commissaire à l'intégrité conseille les députés sur les conflits d'intérêts et le comportement éthique. Pour s'acquitter de son mandat, elle doit notamment :

- EXAMINER L'ÉTAT DE divulgation financière restreinte de chaque député;
- RENCONTRER CHAQUE DÉPUTÉ une fois l'an pour discuter de son état de divulgation et répondre à ses questions en matière d'éthique;
- PRÉPARER LES ÉTATS de divulgation publique;
- RECEVOIR LES QUESTIONS en confidence tout au long de l'année.

ÉTATS DE DIVULGATION Les états de divulgation financière de chacun des 107 députés de l'Ontario ont été déposés auprès du greffe de l'Assemblée législative le 24 janvier 2011. Tous les membres de l'Assemblée législative satisfaisaient aux exigences de la Loi. Les intéressés peuvent obtenir des copies des états de divulgation publique auprès du greffe ou en visitant le site Web du Bureau.

Demandes de renseignements

L'an dernier, le Bureau a reçu 318 demandes confidentielles présentées par des députés ou par des membres de leur personnel ou de leurs familles. Ce chiffre est resté relativement constant au fil des ans, mais les enjeux ont gagné en complexité. La commissaire s'efforce de répondre à toutes les demandes dans les 24 heures; l'expérience montre toutefois que de nombreux cas prennent plus de temps à régler.

Chaque année, le Bureau publie des demandes anonymisées afin d'aider les députés à reconnaître les circonstances susceptibles de donner lieu à des problèmes en vertu de la Loi. Les exemples donnés visent à mettre les députés et leur personnel en garde contre les problèmes potentiels et doivent servir uniquement d'outil de référence. Il convient de noter que les avis donnés se fondent sur les faits mis au jour dans chaque cas et que les exemples ne dispensent pas les députés de s'adresser directement au Bureau.

Dons

LES DÉPUTÉS DOIVENT éviter les circonstances dans lesquelles une personne raisonnable pourrait conclure que le don ou l'avantage accordé avait pour objet d'influencer le député dans l'exercice de ses fonctions. Cette préoccupation est intensifiée lorsque les dons sont offerts par des intervenants auprès du gouvernement de l'Ontario.

La Loi stipule qu'un député peut accepter un don ou un avantage lié à l'exercice des devoirs de sa charge seulement si la commissaire est informée des circonstances et si elle est d'avis qu'il est « improbable que sa réception donne lieu à une présomption raisonnable voulant que le don ou l'avantage ait été remis afin d'influencer le député dans l'exécution de ses fonctions » ou que le don ou avantage

« est reçu dans le cadre du protocole, en raison de la coutume ou à l'occasion d'obligations officielles qui accompagnent habituellement les devoirs de la charge du député ». Sont reçus dans le cadre du protocole, en raison de la coutume ou à l'occasion d'obligations officielles les dons faits, par exemple, à un député qui a participé à une cérémonie d'inauguration ou qui a prononcé un discours.

LE DÉPUTÉ À qui est offert un don ou un avantage doit se poser les questions suivantes :

- Qui me donne ce don ou cet avantage?
- Suis-je tenu d'accepter ce don dans le cadre de mes fonctions de député ou de ministre?
- Serait-il raisonnable de croire que le don ou l'avantage a été offert afin

de m'influencer dans l'exercice des devoirs officiels de ma charge (comme député ou ministre)?

- Est-ce qu'on s'attend à ce que je fasse quelque chose pour le donateur en retour?

LA RÈGLE S'APPLIQUE à tous les dons, quelle qu'en soit la valeur. Si le don n'est pas acceptable mais qu'il a déjà été accepté par le député, la commissaire lui recommande habituellement de le retourner ou de le rembourser au donateur.

LES DONS REÇUS dont la valeur dépasse 200 \$ doivent être divulgués au public. Cette exigence s'applique également aux cas où la valeur totale des dons et avantages reçus d'une même source au cours d'une période donnée de 12 mois dépasse 200 \$.

RÉPONSE DE LA COMMISSAIRE *La commissaire était d'avis que la Loi n'interdisait pas au député d'accepter le billet. La participation à des activités qui appuient des initiatives communautaires dans sa circonscription s'inscrit dans les responsabilités d'un député. Le billet ayant été évalué à plus de 200 \$, le député était tenu de déposer une déclaration de don ou d'avantage dans les 30 jours suivant son acceptation.*

RÉPONSE DE LA COMMISSAIRE *Pour éviter le risque de conflit d'intérêts, réel ou perçu, la commissaire a avisé la députée de décliner l'invitation. Bien que le gala ait été organisé à l'appui d'une œuvre de bienfaisance, la commissaire a noté que les billets avaient été offerts par un intervenant auprès du gouvernement. En outre, les discussions à la table de l'intervenant pourraient avoir entraîné des activités de lobbying et donné lieu à des attentes que la députée fournisse quelque chose en retour. La commissaire était donc d'avis qu'on pourrait raisonnablement présumer que les billets, dont la valeur était substantielle, avaient été donnés pour influencer l'examen, par la députée, de questions soumises à l'Assemblée législative.*

UN DÉPUTÉ A été invité par une commettante à un dîner de collecte de fonds pour un hôpital de sa circonscription. La valeur du billet pour le dîner est de 350 \$. Est-il approprié pour le député de participer à cette activité de financement?

UNE SOCIÉTÉ AYANT un intérêt dans les politiques du gouvernement de l'Ontario a invité une députée à assister avec une personne de son choix à un gala de collecte de fonds à l'appui d'un organisme de bienfaisance. Lors de l'événement, la députée serait assise à une table payée par l'intervenant. Les billets pour le gala ont été évalués à plus de 500 \$. La députée peut-elle accepter les billets?

UNE ENTREPRISE QUI fait des affaires avec le gouvernement a envoyé deux billets pour une manifestation sportive à un député. La lettre d'accompagnement suggérait que si le député n'était pas en mesure d'utiliser les billets, il pourrait en faire don à un ami ou un collègue. Les billets étaient évalués à 25 \$ chacun.

UNE MINISTRE A été invitée par une université étrangère à prendre la parole lors d'une conférence sur une question qui relève de ses responsabilités à titre de ministre. L'université a offert de payer les frais de déplacement et d'hébergement de la ministre.

UN DÉPUTÉ, À titre personnel, voulait acheter des billets pour un spectacle. L'ayant reconnu au guichet, la direction de la salle lui a offert un « surclassement gratuit » à des sièges de loge. Serait-il approprié pour le député d'accepter le surclassement?

UNE COMMETTANTE A envoyé une carte de remerciements contenant un certificat-cadeau de 25 \$ à l'adjointe de circonscription d'un député. L'adjointe peut-elle accepter le certificat-cadeau?

RÉPONSE DE LA COMMISSIONNAIRE *La commissaire était d'avis qu'il serait inapproprié pour le député d'accepter les billets. Les billets ont été offerts par un intervenant auprès du gouvernement, et assister à des événements sportifs n'est pas considéré comme faisant partie des fonctions de représentation officielles du député. Même si les billets étaient utilisés par quelqu'un d'autre que le député, leur acceptation pourrait donner lieu à une présomption que le député pourrait être influencé dans l'exercice de ses fonctions parlementaires ou à des attentes qu'il fasse quelque chose en retour. La commissaire a conseillé au député de retourner les billets.*

RÉPONSE DE LA COMMISSIONNAIRE *La commissaire a déterminé que la ministre pouvait accepter l'invitation sans enfreindre la Loi. L'établissement étranger n'est pas considéré comme un intervenant auprès du gouvernement, et participer à des forums publics s'inscrit dans le cadre du protocole, de la coutume ou des obligations officielles qui accompagnent les devoirs de la charge de ministre. Cependant, comme la valeur de l'avantage était supérieure à 200 \$, la ministre était tenue de déposer une déclaration de don ou d'avantage personnel dans les 30 jours suivant le voyage.*

RÉPONSE DE LA COMMISSIONNAIRE *La commissaire était d'avis qu'il serait inapproprié pour le député d'accepter le surclassement, car celui-ci a été offert seulement en raison de la position du député à titre de membre de l'Assemblée législative. En outre, une personne raisonnable pourrait conclure que, si le député acceptait le surclassement, la direction de la salle, qui entretient des relations occasionnelles avec le gouvernement provincial, pourrait s'attendre à quelque chose en retour.*

RÉPONSE DE LA COMMISSIONNAIRE *À quelques exceptions près, la Loi interdit aux députés d'accepter des honoraires, des dons ou des avantages personnels directement ou indirectement liés à l'exercice des devoirs de leur charge. Comme le bureau de circonscription aide le député à s'acquitter de ses fonctions, la commissaire est d'avis que les membres du personnel de circonscription ne devraient pas accepter de dons liés à leur emploi.*

En outre, les certificats-cadeaux étant considérés comme assimilables à des espèces, il serait inapproprié pour le député ou son personnel de les accepter, quelles que soient les circonstances. L'adjointe a été avisée de retourner le certificat-cadeau.

UN DÉPUTÉ S'EST vu offrir des honoraires de 500 \$ pour prononcer un discours dans une université ontarienne, et il voudrait faire don de cet argent à un organisme de bienfaisance. Le député veut savoir si cet arrangement est acceptable.

RÉPONSE DE LA COMMISSIONNAIRE *Il n'est pas approprié pour les députés d'accepter des dons en espèces. Prononcer des allocutions étant considéré comme une des responsabilités des députés, le fait d'accepter des honoraires pour ce genre d'activité constituerait un avantage personnel inapproprié.*

Le député a été avisé de suggérer à l'université de faire don de 500 \$ à un organisme de bienfaisance. Le don ne devrait toutefois pas être fait au nom du député, comme il n'a pas contribué aux fonds et qu'il serait inapproprié pour lui d'obtenir un reçu aux fins de l'impôt.

Rédaction de lettres

On demande souvent aux députés de rédiger des lettres de soutien ou de recommandation pour le compte de particuliers ou d'organismes. Cette tâche, que les députés ont l'habitude d'accomplir pour le compte d'électeurs, n'est pas interdite par la Loi, mais il y a certains paramètres à respecter.

On accordera sans doute plus de poids aux lettres de référence rédigées

par des députés ou des ministres en raison de leur rôle comme parlementaires. Il est donc important de faire preuve de circonspection dans la préparation de ces lettres. Pour éviter que la lettre ne soit utilisée à des fins non autorisées, le député doit adresser toute lettre de référence à un organisme ou une personne en particulier, et jamais « à qui de droit ».

UN DÉPUTÉ VOUDRAIT rédiger une lettre de recommandation pour aider un commettant à obtenir un emploi. Il veut savoir si cet arrangement est acceptable.

RÉPONSE DE LA COMMISSIONNAIRE *La commissaire a indiqué que le député pouvait rédiger une lettre de référence seulement s'il avait une connaissance personnelle suffisante des qualités de la personne et de son aptitude à occuper l'emploi postulé.*

En général, les lettres de référence à l'appui d'une personne en quête d'emploi devraient être écrites à titre personnel plutôt que sur le papier à en-tête officiel du député ou ministre. Une exception serait si la personne qui demande des références relève (ou a déjà relevé) directement du député en sa qualité officielle de député ou de ministre. Le député étant alors en position d'employeur, il est donc approprié de fournir une lettre de référence sur le papier à en-tête du bureau de circonscription du député ou du cabinet du ministre, selon le cas.

Les lettres de référence devraient être axées sur le poste sollicité. Cela en préviendra l'utilisation à des fins autres que celles envisagées.

Bien qu'il puisse y avoir des exceptions, les lettres de référence doivent être adressées à l'employeur éventuel plutôt qu'au demandeur.

Les exemples suivants sont destinés à aider les ministres, les députés et leur personnel à répondre aux demandes de lettre de manière appropriée. Il importe toutefois de noter que ces lignes directrices générales ne dispensent pas le député de poser ses questions concernant un cas particulier à la commissaire.

UNE ENTREPRISE À but lucratif a demandé à un député de fournir une recommandation pour son site Web. Cette situation pourrait-elle créer un conflit d'intérêts?

RÉPONSE DE LA COMMISSAIRE *Le préambule de la Loi stipule notamment que « les députés doivent agir d'une façon intègre et impartiale qui soutienne l'examen le plus rigoureux ».*

Lorsque des commentants leur demandent de fournir des déclarations de soutien ou des lettres générales de référence, les députés doivent garder à l'esprit qu'ils représentent tous les électeurs et tous les organismes. Dans le cas qui nous intéresse, par exemple, il existe de nombreux sites Web et de nombreuses entreprises, et le député doit tout faire pour éviter de donner l'impression qu'il favorise une partie plutôt qu'une autre.

En outre, le député n'a aucun contrôle sur le contenu du site Web. Ce site est susceptible de changer dans l'avenir et le député pourrait vouloir retirer ses propos. Pour ces raisons, la commissaire était d'avis que le député ne devrait pas fournir la recommandation.

UNE ENTREPRISE A demandé à un député de rédiger une lettre à l'appui de sa demande de subvention fédérale. Le député veut savoir si cet arrangement est acceptable.

RÉPONSE DE LA COMMISSAIRE *Rédiger une lettre de soutien à un organisme fédéral en sa qualité de membre de l'Assemblée législative ne pose pas de problèmes en vertu de la Loi, à condition que le député connaisse bien l'entreprise et appuie sa demande.*

Comme la lettre a été rédigée à l'appui d'une entreprise de la collectivité, la commissaire a conseillé au député d'écrire la lettre sur du papier à en-tête de son bureau de circonscription.

En outre, pour que la lettre ne soit pas utilisée à d'autres fins que celles prévues, la commissaire lui a recommandé d'adresser et d'envoyer directement la lettre à l'organisme fédéral.

Activités de bienfaisance

Le député peut participer à des initiatives de bienfaisance dans sa circonscription sous réserve des conditions suivantes :

- l'événement est en faveur d'un organisme ou d'une œuvre de bienfaisance;
- la participation a lieu de manière raisonnable et sans exercer d'influence indue;
- le député ou le ministre ne cherche pas à servir des intérêts personnels

susceptibles d'entrer en conflit avec ses fonctions à titre de membre de l'Assemblée législative ou du Conseil exécutif;

- le député ou le ministre n'est pas en mesure de conférer ou de refuser un avantage à un donateur;
- l'organisme ne s'attend pas à recevoir quoi que ce soit en retour.

On demande souvent aux ministres de faire fonction de présidents honoraires ou de parrainer des activités de financement pour le compte

d'organismes sans but lucratif de leurs collectivités. Cette activité est jugée acceptable, car la désignation suppose généralement que le député appuie l'organisme en question mais qu'il n'y joue pas un rôle opérationnel actif. Les ministres doivent toutefois éviter de participer à toute discussion concernant le financement gouvernemental ou les questions susceptibles d'entrer en conflit avec leurs fonctions à titre de membres du Conseil exécutif.

UN DÉPUTÉ PENSAIT que son bureau de circonscription pourrait recevoir des dons à l'appui d'une œuvre de bienfaisance locale durant la période des Fêtes de décembre.

UN MINISTRE A été invité à assurer la présidence honoraire d'un organisme de bienfaisance qui reçoit des fonds de son ministère.

UNE DÉPUTÉE A été invitée à assister à un gala de financement en sa qualité de membre de l'Assemblée législative afin de manifester son soutien à une œuvre de bienfaisance. L'invitation venait d'une société qui fait affaire avec le gouvernement. La valeur du billet était de 750 \$.

UN DÉPUTÉ A été invité à participer à une campagne annuelle de financement pour une œuvre de bienfaisance. Il était censé se faire le champion de l'œuvre en question et accepter des dons dans un centre commercial.

Divers

UNE ENTREPRISE LOCALE a demandé à une députée d'exposer des brochures informatives sur les services qu'elle offre dans son bureau de circonscription. Ce genre de pratique est-il approprié pour le bureau de circonscription?

RÉPONSE DE LA COMMISSAIRE *La commissaire était d'avis que cette activité ne constituerait pas une utilisation appropriée du bureau de circonscription; il est toutefois acceptable d'indiquer aux commettants où ils peuvent apporter leurs dons.*

Les bureaux de circonscription doivent faire preuve de neutralité dans toutes leurs activités. Le député qui participe activement à la promotion d'une œuvre de bienfaisance, notamment en recueillant des fonds ou d'autres dons, risque de donner l'impression qu'il favorise une œuvre plutôt qu'une autre et pourrait en fin de compte être appelé à offrir un service semblable à de nombreux autres organismes de la collectivité.

RÉPONSE DE LA COMMISSAIRE *Bien que le titre de président honoraire n'implique généralement aucune responsabilité active à l'égard de l'organisme en question, la commissaire était d'avis qu'il serait préférable en l'occurrence que le ministre évite de jouer un rôle officiel dans un organisme qui intervient auprès de son ministère. La commissaire a toutefois ajouté que cela n'empêchait pas le ministre d'assister ou de participer aux activités de l'organisme.*

RÉPONSE DE LA COMMISSAIRE *Les députés ont le droit d'assister à des activités de bienfaisance. Il est toutefois inapproprié d'y accéder en acceptant des billets offerts par des intervenants auprès du gouvernement, ce qui risque de causer un conflit d'intérêts en vertu de la Loi. La commissaire était d'avis que la députée devrait retourner le billet. Elle a ajouté que si la députée voulait quand même assister à l'activité, elle devrait payer le billet de sa poche.*

RÉPONSE DE LA COMMISSAIRE *Les députés ont le droit d'assister à des activités de financement. La commissaire était néanmoins d'avis que le député devrait éviter de solliciter personnellement, ou donner l'impression qu'il sollicite personnellement, des fonds pour un organisme donné. Une telle activité pourrait être interprétée comme exerçant une influence inappropriée sur le donneur éventuel, contrairement à la Loi.*

RÉPONSE DE LA COMMISSAIRE *La commissaire a souligné que le bureau de circonscription de la députée a le droit d'offrir des renseignements sur les services communautaires disponibles pour les commettants en quête de tels renseignements. La commissaire était toutefois d'avis qu'il était inapproprié d'utiliser le bureau de circonscription à des fins publicitaires, et qu'il serait préférable de ne pas y exposer les brochures.*

UNE COMMETTANTE A demandé l'aide d'une ministre relativement à une instance devant la Commission des affaires municipales de l'Ontario. Elle voulait que la ministre intervienne à l'audience de la CAMO.

UN COMMETTANT A demandé à un député d'intervenir dans l'administration d'une instance devant la Cour de justice de l'Ontario.

RÉPONSE DE LA COMMISSAIRE *Il n'est pas permis à un ministre à défendre les intérêts d'un particulier devant un organisme provincial tel que la CAMO.*

Les conventions parlementaires interdisent aux ministres d'intervenir devant un organisme, un conseil ou une commission provinciale qui doit rendre une décision dans une affaire donnée pour favoriser ou appuyer les intérêts d'un particulier. Les conventions ont évolué pour que les membres des organismes, conseils ou commissions puissent exercer leurs fonctions sans subir l'influence, réelle ou apparente, des ministres.

Cependant, tout député, ministre ou membre de son personnel a le droit de s'informer auprès d'un organisme, conseil, commission ou ministère gouvernemental de l'état d'avancement d'un dossier et des politiques et procédures en vigueur, et d'en aviser un commettant. En l'occurrence, la ministre pourrait très bien obtenir autant d'information et de documentation que possible auprès de la commettante qui l'a contactée, puis aller aux renseignements auprès de la Commission au sujet du dossier qui l'intéresse, et ce, sans contrevenir à la Loi.

RÉPONSE DE LA COMMISSAIRE *Les députés ne peuvent pas intervenir dans des instances devant un tribunal.*

Notre système démocratique de gouvernement comporte trois branches : le législatif, l'exécutif et le judiciaire. Chacune d'elles est suprême et indépendante dans sa propre sphère de compétence. Quoique les branches législative et judiciaire fassent toutes les deux partie du gouvernement, elles sont séparées et indépendantes, et toute ingérence de l'une dans l'autre est strictement interdite.

Toute instance devant un tribunal est une instance judiciaire assortie de modalités d'appel précises. Pour éviter toute ingérence inappropriée, un législateur ne devrait jamais communiquer avec un juge ou autre membre du judiciaire à propos d'une affaire dont un tribunal est ou a été saisi.

Affaires soumises

En vertu de l'article 30 de la Loi, les députés ont le droit de solliciter une opinion lorsqu'ils ont des motifs raisonnables et probables de croire

qu'un député a enfreint la Loi ou les conventions parlementaires de l'Ontario. Le député Rick Johnson a déposé une plainte contre le député Randy Hillier en vertu de l'article 30.

L'affaire est encore à l'étude. La commissaire publiera un rapport, qui sera accessible sur le site Web du Bureau.

Personnel des cabinets des ministres- RESPECT DE L'ETHIQUE

*La commissaire à l'intégrité conseille
le personnel des ministres sur les conflits
d'intérêts, les activités politiques
et l'après-mandat.*

INTÉGRITÉ

Mandat

En tant que responsable de l'éthique pour le personnel des cabinets des ministres, la commissaire à l'intégrité donne des conseils sur les conflits d'intérêts, les activités politiques et les questions d'emploi après-mandat. L'an dernier, la majorité des 83 demandes de renseignements concernaient l'emploi après-mandat, et le reste portait sur les conflits d'intérêts et les activités extérieures.

Les normes applicables au personnel des cabinets des ministres sont définies dans les articles 66 à 69 et 94 à 98 de la Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario et dans le Règlement de l'Ontario 382/07, Règles relatives aux conflits d'intérêts visant les fonctionnaires actuels et anciens des cabinets des ministres.

Demandes de renseignements

Les pages qui suivent présentent, à titre d'exemple et de façon anonyme, quelques demandes de renseignements reçues au cours de l'année écoulée. Ces exemples sont résumés et ne couvrent pas toutes les situations. Ils visent à donner une idée des types de demandes reçues par la commissaire à l'intégrité.

Les directives et avis de la commissaire contenus dans ces résumés sont basés sur des circonstances précises, et il est attendu des personnes employées dans un cabinet ministériel qu'elles se mettent en rapport avec la commissaire pour prendre conseil et obtenir des directives spécifiques si jamais elles faisaient face à des situations similaires.

Dons

Il est interdit au fonctionnaire d'accepter un don ou avantage de toute personne, groupe ou entité qui traite ou pourrait traiter avec la Couronne, si une personne raisonnable pourrait conclure que le don ou l'avantage en question est susceptible d'influencer le fonctionnaire. Cette règle n'empêche toutefois pas le fonctionnaire d'accepter un don ou avantage de valeur symbolique offert par mesure

de courtoisie ou d'hospitalité.

Le fonctionnaire qui essaie de déterminer s'il est approprié d'accepter un don ou avantage doit se demander pourquoi le donateur le lui a offert et s'il s'attend à recevoir quelque chose en retour. Le fonctionnaire doit signaler tout don ou avantage reçu à la commissaire à l'intégrité, quelle qu'en soit la valeur.

SIX MOIS APRÈS qu'une fonctionnaire eut travaillé en étroite collaboration avec une entreprise à un projet en partenariat public-privé, ce projet a été couronné par un prix. L'entreprise a offert un billet évalué à 150 \$ à la fonctionnaire pour qu'elle puisse assister au gala de remise des prix.

RÉPONSE DE LA COMMISSAIRE

La commissaire a conseillé à la fonctionnaire de ne pas accepter le billet pour les raisons suivantes :

- 1. le contrat de l'entreprise avec le gouvernement de l'Ontario a expiré, mais l'entreprise pourrait chercher à réaliser d'autres transactions avec la Couronne;*
- 2. en l'occurrence, une personne raisonnable pourrait conclure que le billet pourrait influencer la fonctionnaire lors de futures transactions de l'entreprise avec la Couronne;*
- 3. à un coût de 150 \$ par personne, la valeur du billet n'est pas symbolique;*
- 4. la fonctionnaire n'est pas tenue d'assister au gala dans le cadre de ses fonctions et responsabilités.*

Activités extérieures

Dans de nombreuses circonstances, le fonctionnaire peut faire du bénévolat, siéger à des conseils et travailler à temps partiel en dehors de la fonction publique, à condition que ces activités n'entrent pas en conflit avec ses fonctions au service de la Couronne et ne nuisent pas à sa capacité de faire son travail au sein

du ministère. Il pourrait avoir du mal à se conformer à ces règles si ses activités extérieures se rapportent à une question qui relève de la compétence de son ministère ou concernent une entité qui est aussi un intervenant auprès du gouvernement. Le fonctionnaire doit veiller à ce qu'il y ait une distinction

bien claire entre ses activités extérieures et son travail au service de la Couronne et exercer ces activités durant ses heures libres. Il doit également tenir compte des règles relatives aux conflits d'intérêts concernant le traitement préférentiel et la participation au processus décisionnel.

UN FONCTIONNAIRE VOULAIT siéger au conseil d'administration d'un organisme qui n'est pas un intervenant auprès de son ministère.

RÉPONSE DE LA COMMISSAIRE *Il a été déterminé que le fonctionnaire pouvait siéger au conseil d'administration sous réserve des conditions suivantes :*

- 1. le fonctionnaire informe la ministre, et la ministre donne son consentement;**
- 2. le fonctionnaire se retire de toute discussion du conseil sur les fonds octroyés par le gouvernement provincial ou toute autre question susceptible d'entrer en conflit avec la Couronne;**
- 3. le fonctionnaire exerce ses activités pour le conseil durant ses heures libres et sans utiliser de ressources du gouvernement.**

UNE FONCTIONNAIRE A été invitée à prononcer une allocution à l'assemblée générale annuelle d'un organisme de bienfaisance qu'elle soutient depuis longtemps. L'organisme en question reçoit des fonds du gouvernement de l'Ontario.

RÉPONSE DE LA COMMISSAIRE *Comme la fonctionnaire connaît l'organisme depuis plus de dix ans et qu'elle a l'intention de parler en son propre nom sur un thème qui n'a rien à voir avec les responsabilités de son ministère, la commissaire a conclu qu'elle pouvait prendre la parole à l'assemblée générale annuelle sous réserve des conditions suivantes :*

- 1. la fonctionnaire informe le ministre, et le ministre donne son consentement;**
- 2. le titre du poste de la fonctionnaire n'est pas mentionné;**
- 3. la fonctionnaire se prépare pour cette activité durant ses heures libres et sans utiliser de ressources du gouvernement.**

La commissaire a souligné que, comme l'organisme est financé en partie par le gouvernement, la fonctionnaire pourrait l'aviser à l'avance qu'elle ne peut pas accepter de dons en guise de remerciement pour sa participation, même s'ils sont offerts par courtoisie, afin d'éviter tout risque de conflit d'intérêts, réel ou perçu.

UNE FONCTIONNAIRE VOULAIT rédiger un livre sur un sujet sans lien avec le ministère où elle travaille.

RÉPONSE DE LA COMMISSAIRE *Comme le livre porte sur un sujet sans lien avec les responsabilités professionnelles de la fonctionnaire, la commissaire a conclu que celle-ci pouvait rédiger le livre sous réserve des conditions suivantes :*

- 1. la fonctionnaire en informe le ministre, et le ministre donne son consentement;**
- 2. la fonctionnaire rédige le livre durant ses heures libres et sans utiliser de ressources du gouvernement.**

AVANT DE SE joindre au cabinet d'une ministre, un fonctionnaire avait établi une société-conseil spécialisée dans un domaine politique qui ne relève pas des responsabilités de son ministère. Le fonctionnaire voulait offrir des services de conseil à temps partiel.

RÉPONSE DE LA COMMISSAIRE *La commissaire a déterminé que le fonctionnaire pouvait offrir des services de conseil à temps partiel, car il ne traite aucun dossier politique lié aux services de conseil proposés dans le cadre de son travail au cabinet de la ministre, les services proposés concernent un domaine qui ne relève pas des responsabilités de la ministre, et le fonctionnaire compte travailler moins de 10 à 15 heures par semaine. La commissaire a posé les conditions suivantes :*

- 1. le fonctionnaire informe la ministre, et la ministre donne son consentement;*
- 2. le fonctionnaire accorde la priorité à son travail au cabinet de la ministre;*
- 3. le fonctionnaire offre ses services de conseil durant ses heures libres et sans utiliser de ressources du gouvernement;*
- 4. au cas où le ministère serait appelé à traiter une question concernant les clients du fonctionnaire, celui-ci se retirera immédiatement des discussions et décisions connexes et communiquera avec la commissaire pour obtenir d'autres directives;*
- 5. le fonctionnaire ne doit pas accepter de mandats pour des intervenants auprès du ministère;*
- 6. le fonctionnaire ne doit pas utiliser son poste dans la fonction publique pour promouvoir sa société-conseil;*
- 7. le fonctionnaire doit examiner et connaître toutes les obligations stipulées dans les Règles relatives aux conflits d'intérêts et communiquer avec la commissaire pour obtenir d'autres directives au cas où il surviendrait un problème.*

Emploi après mandat

Le fonctionnaire qui quitte la fonction publique doit respecter les obligations et restrictions d'après-mandat, y compris :

- 1. une obligation perpétuelle de s'abstenir de solliciter un traitement préférentiel ou de divulguer ou d'utiliser des renseignements confidentiels;**
- 2. une interdiction d'exercer, pendant les 12 mois suivant la date à laquelle il a cessé d'être fonctionnaire, des**

pressions sur un ministère où il a travaillé à un moment donné au cours des 12 derniers mois;

- 3. une interdiction potentielle d'accepter un emploi auprès d'une entité, d'une personne ou d'un organisme public a) avec lequel il avait des rapports importants, et b) où il avait accès à des renseignements confidentiels susceptibles de nuire à la Couronne ou de conférer un avantage à l'entité;**
- 4. une interdiction perpétuelle de**

conseiller une entité au sujet d'une instance, d'une négociation ou d'une opération sur laquelle le fonctionnaire a conseillé la Couronne.

Il est recommandé au fonctionnaire qui envisage un changement d'emploi de communiquer avec la commissaire afin d'obtenir des conseils ou directives concernant l'après-mandat. Toutes les demandes de renseignements reçues par la commissaire sont traitées en stricte confidentialité.

UN FONCTIONNAIRE EMPLOYÉ
à titre de conseiller spécial au cabinet d'un ministre travaille à un dossier politique très précis. Il songeait à explorer de nouvelles possibilités en dehors du gouvernement, et a demandé conseil au Bureau du commissaire.

RÉPONSE DE LA COMMISSIONNAIRE *Le personnel du Bureau a rencontré le fonctionnaire pour examiner en détail les Règles relatives aux conflits d'intérêts et identifier les restrictions potentielles que le fonctionnaire pourrait prendre en considération avant d'assumer un nouveau rôle en dehors de l'administration publique.*

Le fonctionnaire s'est fait dire qu'il ne pouvait pas exercer, pendant les 12 mois suivant son départ de la fonction publique, des pressions sur le ou les ministères où il a travaillé au cours des 12 derniers mois, et qu'il ne pouvait pas non plus accepter un emploi auprès – ni une nomination au conseil d'administration – d'une entité, d'une personne ou d'un organisme public :

- a) avec lequel il avait des rapports importants; et*
- b) où il avait accès à des renseignements confidentiels susceptibles de nuire à la Couronne ou de conférer un avantage injuste à l'entité.*

Il a été conseillé au fonctionnaire d'agir avec circonspection s'il envisageait d'accepter un emploi auprès d'entités avec lesquelles il avait des rapports. Il est interdit aux fonctionnaires de permettre à leurs perspectives d'emploi éventuelles de nuire à l'exécution de leurs fonctions au service de la Couronne.

Après la réunion, le fonctionnaire a contacté le Bureau à plusieurs occasions pour obtenir des conseils sur les offres d'emploi qui l'intéressaient pour s'assurer – avant de présenter sa candidature – que les rôles n'entraient pas en conflit avec les règles régissant l'après-mandat.

UNE ANCIENNE FONCTIONNAIRE
a demandé si elle pouvait téléphoner à des fonctionnaires de son ancien ministère pour échanger des renseignements.

RÉPONSE DE LA COMMISSIONNAIRE *S'adonne à des activités de lobbying quiconque communique avec le titulaire d'une charge publique afin de tenter d'influencer des lois, politiques ou programmes gouvernementaux. Les appels à des fonctionnaires n'étant pas nécessairement considérés comme des activités de lobbying, chaque appel doit être évalué au cas par cas. La fonctionnaire doit se rappeler qu'elle ne sera pas nécessairement en mesure de contrôler le sujet ou l'orientation de la conversation, même si elle n'a pas l'intention d'exercer des pressions. Elle doit également éviter de solliciter un traitement préférentiel lorsqu'elle communique avec des fonctionnaires.*

Dans les cas où l'on demande des renseignements à un fonctionnaire visé par les restrictions en matière de lobbying, il est souvent prudent de demander à quelqu'un d'autre de faire l'appel. Si le contact avec un fonctionnaire est absolument nécessaire, il a été recommandé à l'ancienne fonctionnaire de demander conseil au Bureau avant chaque contact avec des représentants de son ancien ministère dans les 12 mois suivant son départ de la fonction publique, afin d'assurer sa conformité à la restriction sur le lobbying et à l'interdiction de solliciter un traitement préférentiel.

Divers

UN FONCTIONNAIRE RÉCEMMENT embauché comme adjoint spécial au cabinet d'un ministre a demandé si ses options d'achat d'actions risquent de le placer en situation de conflit d'intérêts potentiel.

RÉPONSE DE LA COMMISSAIRE *Rien n'interdit aux membres du personnel des ministres de détenir des actions, sauf si leurs investissements pourraient être incompatibles avec leur travail au service de la Couronne. La commissaire a examiné les états de placement du fonctionnaire par rapport à son poste actuel et déterminé que ses investissements ne contrevenaient pas aux Règles relatives aux conflits d'intérêts.*

Le fonctionnaire a été avisé que, s'il soupçonnait un conflit potentiel dans l'avenir entre son travail et ses investissements, il devrait en informer la commissaire pour obtenir des directives.

De plus, pour assurer la conformité aux règles, la commissaire a recommandé au fonctionnaire d'éviter dans l'avenir tout achat ou échange de placements susceptible d'entrer en conflit avec l'exécution de ses fonctions au service de la Couronne.

Examen des dépenses

La commissaire à l'intégrité examine les frais de déplacement, de repas, d'hébergement et d'accueil dont le remboursement est demandé par un vaste éventail de fonctionnaires. L'objectif est d'encourager la prudence et la responsabilisation dans la gestion des fonds publics.

INTÉGRITÉ

Mandat

Le Bureau du commissaire à l'intégrité examine les frais de déplacement, de repas et d'accueil pour deux groupes de fonctionnaires :

- les ministres, les adjointes et adjoints parlementaires, les chefs des partis de l'opposition et leur personnel;
- les cadres supérieurs, les personnes nommées à des postes et les cinq employés qui ont présenté les demandes de remboursement les plus importantes dans 22 des principaux organismes, conseils et commissions de l'Ontario.

Ces responsabilités sont énoncées dans deux lois :

- la *Loi de 2002 sur l'examen des dépenses des ministres et des chefs d'un parti de l'opposition et l'obligation de rendre compte*;
- la *Loi de 2009 sur l'examen des dépenses dans le secteur public*.

Aperçu

Cette année, le Bureau du commissaire à l'intégrité a introduit de nouvelles procédures et pratiques exemplaires applicables aux deux mandats. Le Bureau a engagé une personne pour coordonner l'examen des dépenses et une autre pour aider la première à compléter les travaux en cours auprès des ministres et des chefs des partis de l'opposition. Cette équipe professionnelle a amélioré la documentation et les processus d'examen tout au long de l'année, tout en harmonisant les règles applicables aux deux mandats.

PROCESSUS D'EXAMEN DES DÉPENSES

Les examens des dépenses effectués par le personnel du Bureau sont détaillés et prennent du temps et ils suivent un processus semblable pour les deux mandats. Le personnel commence par vérifier les formulaires de dépenses pour s'assurer que chaque poste est appuyé par un reçu ou une documentation détaillée. Il vérifie ensuite si les dépenses sont conformes aux règles applicables et si une explication suffisante ou une documentation à l'appui a été versée au dossier pour chaque poste. Il lui arrive souvent de demander des renseignements additionnels sur les circonstances des voyages d'affaires ou autres dépenses aux fonctionnaires qui ont engagé les dépenses. Ceux-ci doivent fournir les renseignements demandés et ce n'est qu'après réception d'une réponse acceptable que la demande de remboursement est soumise à la commissaire pour examen final. Si une demande de remboursement est jugée excessive ou inappropriée, la commissaire explique pourquoi et peut demander au fonctionnaire de rembourser les dépenses ou suggérer d'autres mesures correctives.

Une fois les dépenses approuvées, chaque entité doit les afficher en ligne.

Examen des dépenses du secteur public

Au total, le Bureau a examiné 2 456 demandes de remboursement provenant de 386 personnes.

Tous les examens sont à jour et avancent bien. Au début de ce mandat, le Bureau a assumé la responsabilité d'informer activement les organismes, conseils et commissions sur la directive, et de les aider à se familiariser avec les

nouveaux processus. Le travail a été considérable, mais il a porté fruit. Les organismes, commissions et conseils se montrent coopératifs et répondent aux questions du Bureau. Les rapports de dépenses à examiner sont déposés à temps chaque trimestre et les cadres font de plus en plus appel au personnel du Bureau pour obtenir directives et

conseils avant d'engager des dépenses. Les membres du personnel ont également rencontré des fonctionnaires et préparé des ressources documentaires pour aider à répondre aux questions fréquentes. Il est prévu de tenir d'autres réunions périodiques avec chaque organisme afin de favoriser

un environnement de coopération, de communication et d'éducation.

Au cours de la deuxième moitié de l'exercice, le Bureau a fourni des conseils aux organismes désignés afin de les aider à déterminer les dépenses à prendre en compte pour identifier les cinq employés qui ont présenté les

demandede remboursement les plus importantes dans chaque organisme également visé par la Loi. Toutes les demandes de remboursement présentées en 2010-2011 par les membres de ce groupe devaient être soumises dans les 60 jours suivant la fin de l'exercice (31 mars 2011).

Ministres et chefs des partis de l'opposition

Le Bureau a continué d'examiner les demandes de remboursement de frais de déplacement, de repas et d'accueil déposées par les ministres de l'Ontario, les chefs des partis de l'opposition, les adjointes et adjoints parlementaires et les membres de leur personnel. Cette année, le Bureau a examiné 1 251 demandes de remboursement présentées par environ 500 personnes.

Avec la multiplication des appels à un examen approfondi des dépenses du secteur public, la commissaire a précisé les modalités d'examen, par le Bureau, des frais de repas réclamés par les ministres, les chefs des partis de l'opposition, les adjointes et adjoints parlementaires et leur personnel politique. Le Bureau applique les Règles régissant le remboursement des dépenses engagées par les ministres, les chefs de l'opposition et autres personnes. Ces règles ne mentionnent pas de montant précis pour les frais de repas, mais elles stipulent généralement que ces frais doivent « être modestes et constituer un usage

judicieux des fonds publics ».

Soucieuse d'assurer la transparence et l'équité des règles, la commissaire a fourni des directives additionnelles afin d'en uniformiser l'application. Vers la fin de 2010, le Bureau a commencé à appliquer les tarifs repas indiqués dans la Directive sur les frais de déplacement, de repas et d'accueil lorsqu'il examine les demandes de remboursement soumises par les membres de ce groupe. Ceux-ci sont donc assujettis aux mêmes règles que les personnes employées et nommées par les organismes, conseils et commissions examinés par la commissaire ainsi que par d'autres organismes publics provinciaux régis par la directive.

Les directives, processus et formulaires liés aux demandes de remboursement ont été modifiés, et le personnel du Bureau continue de rencontrer les chefs de cabinet et gestionnaires de bureau des ministres pour leur faire connaître les règles et le processus d'examen.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

La commissaire doit présenter au président de l'Assemblée législative un rapport écrit sur l'examen des dépenses engagées par les ministres, les adjointes et adjoints parlementaires, les chefs des partis de l'opposition et leur personnel. Cette obligation est prévue à l'article 10 de la *Loi de 2002 sur l'examen des dépenses des ministres et des chefs d'un parti de l'opposition et l'obligation de rendre compte*.

La commissaire peut nommer dans son rapport quiconque ne se conforme pas à une ordonnance de remboursement ou à une recommandation visant toute autre action. Elle ne peut toutefois nommer aucun tiers, pas plus qu'elle ne peut reprocher à qui que ce soit d'avoir suivi ses conseils. La commissaire peut aussi rendre compte d'instances où ses conseils relatifs à la prise de mesures correctives n'ont pas été suivis.

Divulgation d'actes répréhensibles

FONCTION PUBLIQUE DE L'ONTARIO

*Donner suite de façon satisfaisante
aux allégations d'actes répréhensibles
portées par des fonctionnaires.*

INTÉGRITÉ

Mandat

En tant que tiers indépendant, la commissaire à l'intégrité est autorisée à entendre les allégations d'actes répréhensibles portées par des fonctionnaires qui travaillent dans des ministères ou des organismes publics du gouvernement de l'Ontario et à y donner suite.

Cette responsabilité lui est conférée par la *Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario*.

Aperçu

Le Bureau du commissaire à l'intégrité poursuit ses efforts afin d'améliorer les pratiques d'accueil, d'examen et de renvoi des allégations pour enquête et de tirer parti des leçons apprises sous le modèle de l'Ontario. Cette année, le Bureau a également commencé à se préparer pour l'examen de la loi sur la divulgation d'actes répréhensibles, prévu pour 2012.

Le Bureau a invité les divulgateurs à lui faire part de leurs observations et entamé des consultations à petite échelle avec des agents négociateurs, des fonctionnaires et des cadres de la fonction publique. Dans la mesure du possible, les leçons tirées de ces consultations sont immédiatement mises en œuvre. Le Bureau recueille d'autres commentaires de même que des observations internes sur le cadre éclairé par les pratiques exemplaires en vigueur ailleurs, afin de pouvoir apporter une contribution utile lors de l'examen quinquennal de la loi par le gouvernement.

Depuis août 2007, le Bureau a renvoyé 19 allégations à des cadres de la fonction publique pour qu'ils fassent enquête. Dans tous les cas sauf un, la commissaire était satisfaite des conclusions tirées et des mesures correctives prises, le cas échéant, par le cadre qui avait fait enquête sur les allégations d'actes répréhensibles. Dans un cas, la commissaire, insatisfaite, a ouvert une enquête, laquelle a été conclue cette année.

La commissaire soutient que la meilleure avenue de résolution est au sein même du ministère ou de l'organisme public. Or, ceci n'est possible que si les fonctionnaires ont suffisamment confiance en la capacité des cadres de leur organisation à traiter les allégations d'actes répréhensibles, ou d'autres questions graves, en confidence et de façon appropriée. Dans le cadre de ses consultations, le Bureau a appris que de nombreux fonctionnaires trouvaient des moyens de signaler avec succès des actes répréhensibles potentiels à leurs propres organismes, sans avoir à contacter le Bureau du commissaire.

Étant donné ce qui précède, la commissaire a examiné dans quelle mesure les divulgations d'actes répréhensibles à l'interne font l'objet de rapports publics. À l'heure actuelle, aucune loi n'exige de tels rapports. La commissaire est d'avis que des rapports publics sur les activités de divulgation à l'interne aideraient à améliorer la confiance dans le cadre global de divulgation des actes répréhensibles.

Renvoi à des cadres pour enquête

Lorsque la commissaire renvoie un dossier au cadre compétent, ce dernier doit mener une enquête et rendre compte de ses conclusions à la commissaire (dans le « rapport après renvoi »). La commissaire examine le rapport après renvoi, ce qui prend du temps et peut l'obliger à faire appel à des experts de l'extérieur.

Il s'agit d'un processus discret. La loi stipule qu'il faut protéger l'identité des parties en cause dans la divulgation d'actes répréhensibles, dont les divulgateurs, les témoins et les personnes qui auraient commis des actes répréhensibles. C'est pourquoi nous ne pouvons pas révéler les détails des actes en question dans ce rapport annuel. Bien qu'une description générale ne permette généralement pas aux membres du public de reconnaître

les circonstances, elle pourrait permettre au personnel des ministères touchés d'identifier les parties en cause. Il est prévu qu'avec le temps, le Bureau pourra fournir plus de détails sur les cas de divulgation qui ont eu une issue favorable.

Cette année, huit cas de divulgation ont été renvoyés à des cadres de la fonction publique pour qu'ils fassent enquête. Les renvois concernaient les trois types d'actes répréhensibles potentiels. La commissaire avait terminé son examen de trois rapports après renvoi, dont le cas d'une enquête qui avait commencé en 2009–2010 mais dont le rapport n'a été reçu que cette année. Les autres rapports après renvoi restent à l'étude ou n'ont pas encore été reçus.

CAS 1 — ALLÉGATION D'UN

CAS GRAVE DE MISE EN DANGER ET DE MAUVAISE GESTION DANS UNE AFFAIRE DE RÉGLEMENTATION

Il a été allégué que des fonctionnaires étaient responsables d'un grave cas de mise en danger et de mauvaise gestion parce qu'ils n'avaient pas appliqué et administré de façon appropriée un ensemble de normes contre un tiers. L'enquête concluait que les actions des fonctionnaires étaient conformes aux politiques et procédures détaillées applicables et qu'elles ne posaient pas de danger grave. Satisfait de résultats de l'enquête, la commissaire a clos le dossier. Elle n'a pas formulé de recommandation ni présenté de demande de renseignements additionnels.

CAS 2 — ALLÉGATION DE CONFLIT

D'INTÉRÊTS EN MATIÈRE D'EMBAUCHE (INFRACTION À UN RÈGLEMENT)

Il a été allégué qu'une fonctionnaire avait enfreint les règles régissant les conflits d'intérêts en matière d'embauche. L'enquête concluait que les règles n'avaient pas été enfreintes et donc qu'aucun acte répréhensible n'avait été commis, mais qu'on pouvait raisonnablement avoir l'impression contraire. Des mesures correctives ont été prises pour régler les problèmes et faire connaître les règles régissant les conflits d'intérêts. Satisfait des conclusions de l'enquête et des mesures correctives prises, la commissaire a clos le dossier. Elle n'a pas formulé de recommandation ni présenté de demande de renseignements additionnels.

CAS 3 — ALLÉGATION DE VOL

Il a été allégué qu'un fonctionnaire avait commis un vol. L'enquête préliminaire effectuée n'a trouvé aucune preuve de vol, mais elle a permis de détecter des faiblesses procédurales dans les processus en place. Le cadre s'est engagé à continuer d'examiner et d'améliorer les processus. Satisfait de l'enquête et de l'engagement du cadre à examiner et améliorer les processus, la commissaire a clos le dossier. Elle n'a pas formulé de recommandation ni présenté de demande de renseignements additionnels.

Enquête

La commissaire peut faire sa propre enquête si elle n'est pas satisfaite des résultats de l'enquête menée par le cadre ou des renseignements fournis en réponse à sa demande ou à la suite de sa recommandation.

Le rapport annuel 2009–2010 révélait que, pour la première fois, la commissaire avait entrepris une enquête parce qu'elle n'était pas satisfaite des renseignements fournis en réponse à une demande présentée relativement à une affaire réglée pour l'essentiel en 2008–2009. Cette enquête a été conclue cette année avec un degré élevé de coopération de la part du ministère.

La divulgation portait sur des allégations d'actes répréhensibles dans le cadre d'un processus de réglementation. Comme l'exige la Loi, la commissaire a d'abord renvoyé le dossier à un cadre de la fonction publique pour qu'il fasse enquête. L'enquête initiale menée par le cadre a permis de cerner certaines lacunes importantes de la politique qui expliquaient la conduite jugée répréhensible. Le cadre s'est engagé à prendre des mesures correctives pour combler les lacunes et d'autres problèmes précis et à présenter des rapports périodiques sur ces mesures. La commissaire était satisfaite de la réponse du cadre, mais elle a continué de suivre le dossier à travers les rapports périodiques.

Les rapports ayant révélé une possibilité que les mesures correctives n'aient pas été prises dans les délais prescrits, la commissaire a décidé d'ouvrir sa propre enquête.

L'enquête de la commissaire confirmait que la politique manquait de clarté parce qu'elle ne contenait pas suffisamment d'information sur la nature du risque posé par l'activité réglementée. La situation était exacerbée par le manque de surveillance, par le ministère, des opérations de l'unité par rapport à l'activité réglementée. Ce manque de surveillance a permis à l'unité de fonctionner en l'absence de mandat approuvé par le ministère ou de directives claires sur son rôle par rapport à l'activité réglementée ou sur la gestion de ses relations avec les intervenants clés dans ce dossier.

Le manque de clarté de la politique et le défaut du ministère de surveiller les activités déployées par l'unité pour régler le problème ont entraîné une application incohérente du programme de réglementation. La commissaire a conclu qu'il n'était pas raisonnable pour le ministère de permettre une mise en œuvre incohérente d'un programme de réglementation qui comprenait mal la nature du risque sous-jacent.

La commissaire a formulé un certain nombre de recommandations, qui ont toutes été acceptées par le ministère. Le ministère a depuis donné suite à beaucoup des recommandations, et elle continue d'assurer un suivi auprès du ministère afin de vérifier les progrès réalisés dans leur mise en œuvre.

Leçons à tirer d'autres administrations

Menace de représailles

La commissaire est tenue de résumer chaque année dans un rapport ce qu'elle sait au sujet de la suite donnée aux constatations de représailles visées par la *Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario*. Il n'y a eu à sa connaissance aucune constatation de représailles conformément aux dispositions de la Loi. La commissaire n'est pas habilitée à traiter les allégations de représailles.

La commissaire continue d'observer que la crainte de représailles demeure une entrave aux divulgations au Bureau. Les divulgateurs soutiennent encore que, même si leur identité est cachée, leurs collègues et gestionnaires se livrent à des conjectures sur l'auteur de la divulgation. La commissaire a également noté que les personnes mises en cause dans des enquêtes à titre de témoins ou d'intimés peuvent elles aussi subir des représailles. Elle encourage tous ceux et celles qui participent aux enquêtes ou qui font face à des allégations d'actes répréhensibles de se concentrer sur la substance de l'allégation, plutôt que sur les motifs de divulgation.

En octobre 2010, la commissaire et des membres de son personnel ont rencontré leurs homologues canadiens à Ottawa afin de partager les expériences et les pratiques exemplaires. La séance, dont l'hôte était la commissaire à l'intégrité du secteur public fédéral, incluait une discussion avec des groupes de défense de l'intérêt public représentant les divulgateurs, ainsi qu'avec une personne représentant le bureau de l'ombudsman de la Nouvelle-Galles du Sud en Australie, qui travaille depuis plus de dix ans dans le domaine des divulgations d'intérêt public et qui possède une expertise considérable en la matière. Le personnel a également rencontré des fonctionnaires du Bureau du conseiller spécial des États-Unis, dont le modèle de divulgation des actes répréhensibles ressemble à celui de l'Ontario.

Communications avec des membres du public

	2009 - 10	2010 - 11
NOMBRE TOTAL DE CONTACTS	14	11
<i>Intention de déposer une plainte au sujet d'un fonctionnaire</i>	2	6

Résumé des activités d'accueil

	2009-10	2010-11
Nombre total de contacts établis par des fonctionnaires	35	32
Demande de renseignements	20	21
Intention de divulguer des actes répréhensibles	15	11
	2009-10	2010-11
Traitement des cas où un fonctionnaire a essayé de divulguer des actes répréhensibles (<i>y compris les dossiers reportés de l'exercice précédent</i>)	18 ¹	18 ²
Renvoi au cadre compétent pour enquête	3	8
Divulgation non accueillie parce que les allégations ne portaient pas sur un « acte répréhensible » au sens de la Loi	4	2
Le Bureau a accueilli la divulgation, mais il n'a pas pu y donner suite parce que les circonstances échappaient à sa compétence	1	0
Dossier clos pour une raison quelconque (p. ex., le divulgateur a décidé de ne pas aller de l'avant, renseignements insuffisants pour déterminer la compétence)	3	6
Dossier encore à l'étude à la fin de l'exercice	7	2

¹ Dont 15 cas où le fonctionnaire avait exprimé son intention de divulguer un acte répréhensible, plus 3 cas encore à l'étude à la fin de 2009.

² Dont 11 cas où le fonctionnaire avait exprimé son intention de divulguer un acte répréhensible, plus 7 cas encore à l'étude à la fin de 2010.

NOTRE BUREAU :

- INFORME LES FONCTIONNAIRES du cadre de divulgation des actes répréhensibles;
- EXAMINE LES ALLÉGATIONS avant de les renvoyer afin de confirmer que, si les actes allégués sont prouvés, ils constituent effectivement des actes répréhensibles au sens de la Loi;
- SE MET À la place de l'auteur des

allégations en renvoyant celles-ci à un cadre compétent de la fonction publique et en faisant faire une enquête;

- DONNE DES CONSEILS aux cadres et établit des normes pour les aider à mener des enquêtes efficaces;
- EXAMINE LES RÉPONSES du gouvernement aux allégations, notamment en faisant un examen détaillé du rapport après renvoi et

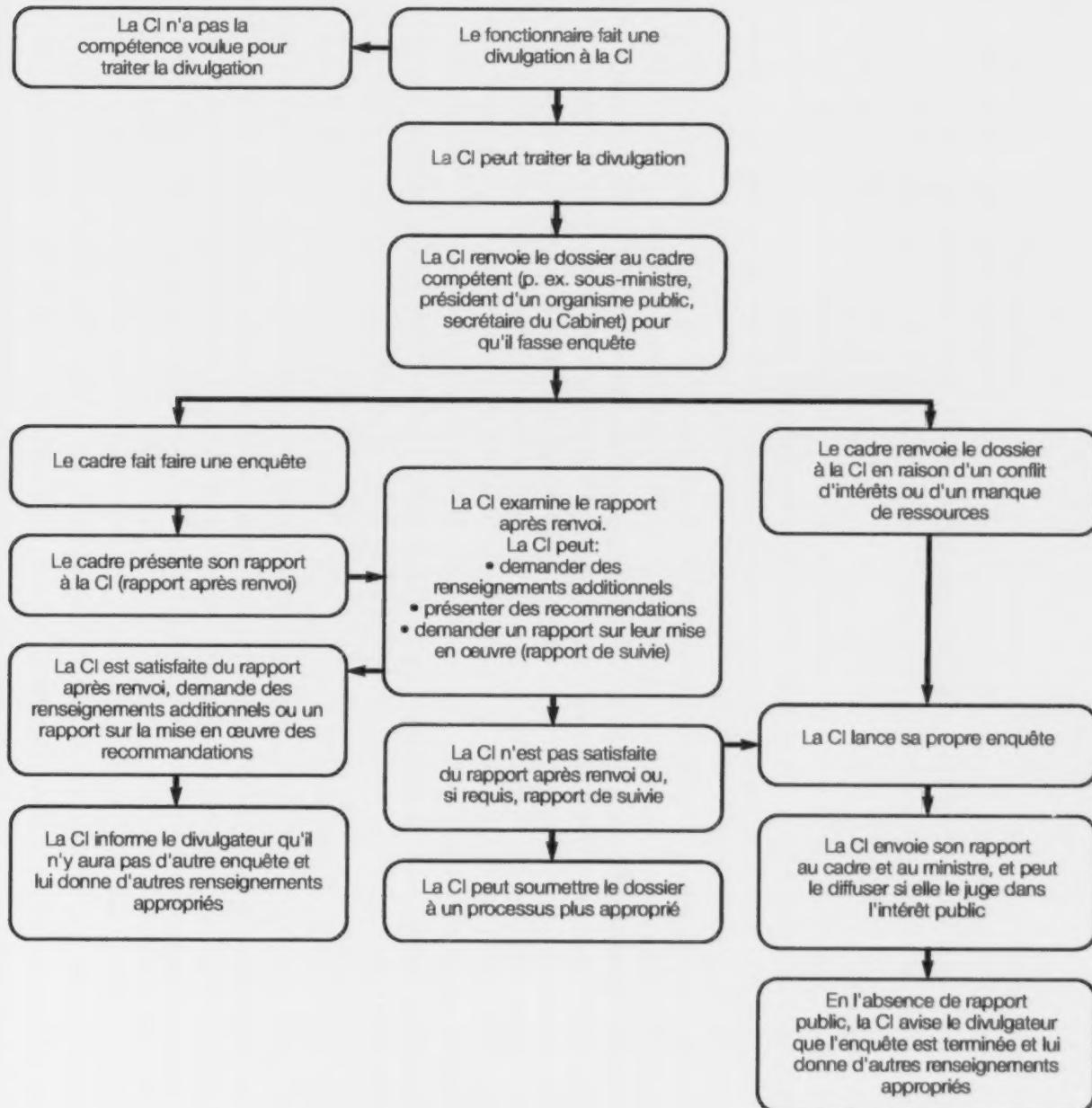
d'autres documents, en demandant des renseignements additionnels, en présentant des recommandations et en assurant un suivi pour vérifier si les mesures correctives requises ont été prises ou mises en marche;

- EN FIN DE compte, si elle n'est pas satisfaite de la réponse donnée, elle peut mener sa propre enquête.

Processus de divulgation des actes répréhensibles

DANS QUELLES CIRCONSTANCES UN FONCTIONNAIRE PEUT-IL S'ADRESSER AU BUREAU DU COMMISSAIRE À L'INTÉGRITÉ?

- Il ne juge pas approprié de s'adresser directement au responsable de l'éthique de son ministère ou organisme (sous-ministre ou président d'un organisme public).
- Il s'est adressé directement au responsable de l'éthique mais craint que le dossier ne soit pas traité de façon appropriée.



Enregistrement des lobbyistes

Un système robuste d'enregistrement des lobbyistes permet aux membres du public de savoir qui parle à qui et de quoi au sein du gouvernement.



Mandat

Le Bureau tient un registre public en ligne de lobbyistes rémunérés. La base de données, qui est consultable, précise le nom de chaque lobbyiste, son employeur ou client, ainsi que la nature des pressions exercées et le ministère ou l'organisme ciblé.

Ces responsabilités sont décrites dans la *Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes*.

Aperçu

Le Bureau d'enregistrement des lobbyistes a connu une autre année mouvementée, sur une toile de fond en évolution constante et parfois politiquement chargée pour les lobbyistes. Le Bureau s'efforce d'exercer ses fonctions conformément à deux principes fondamentaux : le lobbying constitue un volet légitime et nécessaire du processus démocratique, et la transparence est souhaitable pour que le public sache exactement qui exerce des pressions sur qui et à quel propos.

Pour la première fois dans les 12 ans d'histoire de l'enregistrement des lobbyistes en Ontario, la *Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes* a été modifiée afin d'introduire de nouvelles règles interdisant à certains organismes du secteur public d'utiliser des fonds publics pour engager des lobbyistes externes ou lobbyistes-conseils. La restriction s'applique à certains organismes publics, aux sociétés hydro-électriques, aux grands organismes parapublics comme les hôpitaux, les conseils scolaires et les universités, et à certains autres organismes subventionnés par l'État qui reçoivent plus de 10 millions de dollars du gouvernement de l'Ontario.

Les modifications ont été promulguées au moyen de la *Loi de 2010 sur la responsabilisation du secteur parapublic*.

Depuis le 1er janvier 2011, tous les lobbyistes-conseils doivent répondre à une nouvelle question sur le formulaire d'enregistrement pour se conformer aux règles. Ce changement a exigé une modification aux systèmes et politiques opérationnelles du Bureau. Tout le travail a été effectué à temps et appuyé par un programme de communications afin d'aider les lobbyistes-conseils à comprendre et respecter les nouvelles règles et procédures.

Ce travail a seulement servi à souligner la nécessité d'un examen et d'une mise à jour de la Loi. Dans l'année qui vient, la registraire préconisera des initiatives visant à mettre à jour les lois de l'Ontario, en s'inspirant des expériences des autres provinces et du gouvernement fédéral. Elle se demandera notamment s'il devrait y avoir un code de conduite pour les lobbyistes, si la registraire devrait détenir des pouvoirs d'enquête et quels outils sont les plus susceptibles d'encourager la conformité.

La visibilité et la complexité des enjeux liés aux activités des lobbyistes et aux procédures connexes continuent de croître. En septembre, la registraire a assisté à l'assemblée annuelle des registraires de lobbyistes à St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador), où il a été convenu qu'il serait utile de tenir une réunion en milieu

d'exercice afin de poursuivre les discussions en personne. Cette deuxième réunion, qui s'est tenue à Ottawa en février, portait sur un large éventail de sujets, dont l'utilité des codes de conduite, les pouvoirs d'enquête, les dispositions relatives aux sanctions et la collaboration avec les organismes chargés de l'application de la loi. Ces discussions aident le Bureau à examiner ses politiques et à se familiariser avec les pratiques exemplaires en vigueur dans d'autres administrations.

Éducation

Cette année, en collaboration avec les intervenants, le Bureau a lancé une série de présentations afin d'éduquer les lobbyistes sur les règles et procédures et rencontré des lobbyistes à Toronto et Ottawa. Ce travail a été précédé par un examen et une mise

à jour des procédures et politiques opérationnelles du Bureau, et de nouveaux documents à l'appui ont été publiés sur le site Web. Le Bureau a également révisé ses Bulletins d'interprétation existants, qui sont accessibles sur le site Web. Le Bureau doit répondre à un nombre croissant de questions sur l'application de la Loi. Les questions posées portent notamment sur les exigences en matière d'enregistrement, les différents types de lobbyistes et les modalités d'utilisation des outils de recherche en ligne.

La registraire a pris la parole à un certain nombre de conférences, dont les programmes de perfectionnement professionnel offerts par l'Osgoode Hall Law School, la Society of Ontario Adjudicators and Regulators et des groupes de professionnels spécialisés en affaires publiques, ainsi qu'à une conférence sur les tendances

internationales en réglementation des lobbyistes, qui s'est tenue à Dublin, en Irlande. Ces rencontres aident la registraire à mieux faire connaître le système d'enregistrement des lobbyistes de l'Ontario tout en se familiarisant avec les préoccupations du public et des lobbyistes.

Le nombre total d'enregistrements est plus faible cette année, notamment parce que certains lobbyistes ont dû mettre fin à leur enregistrement pour se conformer à la *Loi de 2010 sur la responsabilisation du secteur parapublic*. Les statistiques sur les activités de lobbying par ministère ont également subi l'effet de l'élimination, le 1er avril 2010, de l'option « gouvernement en entier » du formulaire d'enregistrement. Les lobbyistes doivent désormais identifier chacune des cibles de leurs activités de lobbying.

Enregistrements récents

	31 MARS 2010	31 MARS 2011
Enregistrements	1931	1689
GENRE		
Lobbyistes-conseils	1544	1301
Lobbyistes salariés (organismes)	222	219
Lobbyistes salariés (personnes et sociétés en nom collectif ou en commandite)	165	169

Activités de lobbying par ministère ou organisme

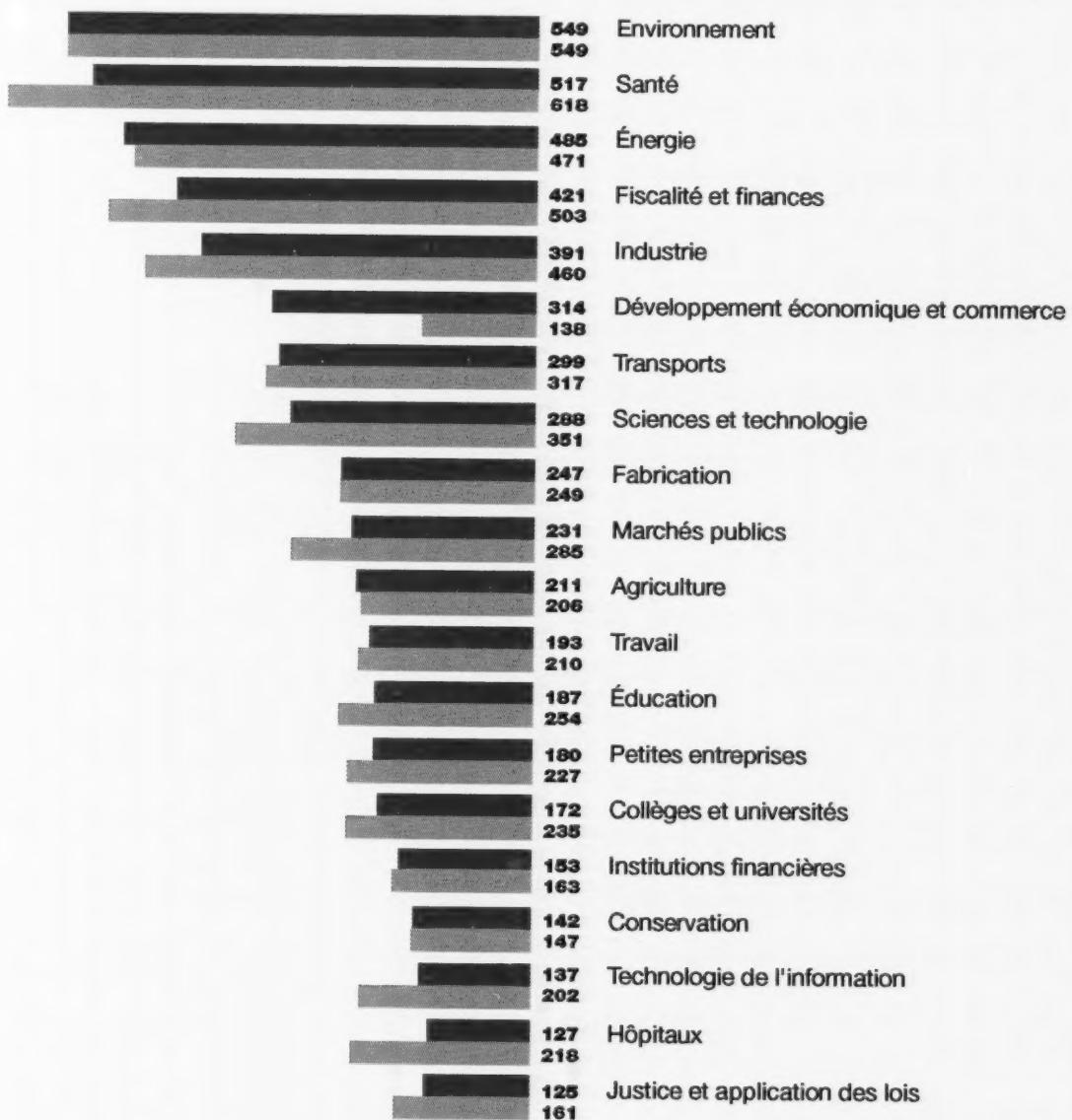


2011 2010

* Ancien ministère de l'Énergie et de l'Infrastructure

Ces statistiques englobent les lobbyistes enregistrés qui ont choisi l'option « gouvernement en entier ».

Activités de lobbying par objet



2011
2010

Liaison État financier

*Consultations,
Réunions,
Groupes communautaires,
Délégations étrangères.*

INTEGRITÉ

Liaison

La commissaire à l'intégrité continue d'accorder la plus grande importance aux occasions de faire connaître tous les mandats du Bureau aux députés, au personnel politique, aux lobbyistes, aux membres de la fonction publique et au public en général.

AU COURS DE L'ANNÉE ÉCOULÉE, LE BUREAU A :

- été l'hôte de l'assemblée annuelle du Réseau canadien des conflits d'intérêts à Toronto;
- assisté à l'assemblée annuelle du Council of Governmental Ethics Laws à Washington;
- assisté à des réunions des registraires fédéral et provinciaux des lobbyistes à St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador) et Ottawa;
- fourni des renseignements à des délégations de Chine, du Ghana et du Kenya;
- présenté des exposés à plusieurs organismes d'affaires publiques;
- rencontré des membres d'organismes, de conseils et de commissions pour les renseigner sur le nouveau mandat d'examen des dépenses;
- présenté des exposés dans le cadre de programmes de perfectionnement professionnel parrainés par l'Osgoode Hall Law School;
- assisté et pris la parole à la conférence sur les tendances internationales en réglementation des lobbyistes, qui s'est tenue à Dublin, en Irlande;
- présenté une allocution à des étudiants en gestion des affaires publiques de l'Université Ryerson;
- comparu devant le conseil provincial des sous-ministres;
- organisé des séances d'information afin de familiariser les lobbyistes avec le processus d'enregistrement;
- assisté à une réunion sur la divulgation d'actes répréhensibles présentée par le Commissariat à l'intégrité du secteur public fédéral;
- continué de tenir des réunions d'information avec le personnel des ministres.

État financier

Salaires et avantages	1 032 882,00 \$
Transports et communication	49 248,00 \$
Services	457 079,00 \$
Fournitures et équipement	44 735,00 \$
TOTAL	1 583 944,00 \$

- L'exercice du Bureau du commissaire à l'intégrité commence le 1er avril et se termine le 31 mars.
- Les opérations financières sont assujetties à une vérification par le Bureau du vérificateur général par l'entremise des comptes du Bureau de l'Assemblée.
- Des renseignements sur la *Loi de 1996 sur la divulgation des traitements dans le secteur public* sont accessibles à www.fin.gov.on.ca.

On peut se procurer des exemplaires du présent document et d'autres publications du gouvernement de l'Ontario au

- 777, rue Bay, Toronto (Ontario) M5G 2C8 ou auprès de
- ServiceOntario, 110, avenue Laurier Ouest, Ottawa (Ontario) K1P 1J1

Les clients de l'extérieur de la ville peuvent communiquer avec

- Publications Ontario, 50, rue Grosvenor, Toronto (Ontario) M7A 1N8

- Téléphone : 416 326-5300 ou
- Sans frais en Ontario : 1 800 668-9938
- Télécopieur : 613 566-2234

Les personnes malentendantes peuvent appeler, sans frais en Ontario, le 1 800 268-7095

Paiement par carte Visa ou MasterCard.

Ce rapport est aussi disponible en format PDF à www.oico.on.ca

This publication is also available in English.



Bureau du commissaire à l'intégrité 2, rue Bloor Est, bureau 2101 Toronto ON M4W 1A8
Téléphone : 416 314-8983 1 866 884-4470 Télécopieur : 416 314-8987 www.oico.on.ca